

BAC Chapitre 4

Étude de document – Corrigé

SUJET : Médias et opinion publique en France durant la crise de Mai 68

Le document présenté ici est un article de presse publié le 13 mai 1968 – en pleine crise du pouvoir gaullien – sous le titre « L'émeute sur les ondes. Censure à Panorama », dans le quotidien français de référence, *Le Monde*. Trois jours avant la publication de l'article surgissent les premières barricades au Quartier latin et le jour de la sortie de l'article, les ouvriers rejoignent la contestation estudiantine pour entrer en grève à leur tour.

Ce document rend compte des critiques et des limites du contrôle de l'État sur les médias en mai 1968.

Nous verrons tout d'abord qu'en mai 1968, l'État contrôle les médias officiels. Puis, nous nous intéresserons aux radios périphériques qui permettent une véritable information et prêtent leur concours à la négociation. Enfin, nous montrerons que le journaliste du *Monde* critique les médias officiels, mais aussi le rôle des radios périphériques.

En mai 1968, l'État contrôle les médias officiels comme le montre le traitement de la contestation estudiantine. Le journaliste évoque ce contrôle à deux reprises dans le premier paragraphe. Il dénonce d'abord le manque d'« objectivité des informations diffusées par l'ORTF. L'Office de radiotélévision française (ORTF) est l'établissement chargé du service public de l'audiovisuel de 1964 à 1974, il est placé sous la tutelle du ministre de l'Information, Alain Peyrefitte, qui contrôle les sujets traités ainsi que la manière de les traiter. La télévision française relaie ainsi la vision officielle des événements (celle du gouvernement). L'exemple de l'émission « Panorama », émission télévisée d'actualités, est parlant selon le journaliste du *Monde*, dans la mesure où on n'y évoque pas la contestation étudiante, qui a débuté le 10 mai, faute d'une « autorisation » du ministre de l'Information, qui a censuré ce sujet. Les Français souhaitant suivre le mouvement étudiant ont donc dû se reporter sur les radios périphériques.

En effet, les radios périphériques permettent une véritable information et prêtent leur concours à la négociation. Il s'agit des stations émettant à l'extérieur des frontières françaises qui peuvent ainsi contourner le monopole d'État et la censure : Europe n°1 émet depuis l'Allemagne, RTL depuis le Luxembourg. Le journaliste mentionne que RTL envoie trois voitures et une moto couvrir les événements du Quartier latin dans la nuit du 12 au 13 mai et rappelle ainsi que les radios périphériques sont les seules à pouvoir se rendre sur le terrain, puisque l'ORTF est, lui, soumis à la censure. Tout au long du mouvement, RTL et Europe n° 1 envoient donc des journalistes au cœur de la foule, parmi les étudiants et les forces de l'ordre, et permettent à toute la France de suivre les événements en direct. Elles ont également prêté leur concours aux négociations, entre les leaders du mouvement étudiant et les autorités, pour l'évacuation de la Sorbonne, celles-ci ayant eu lieu en partie sur les ondes des radios périphériques.

Le journaliste du *Monde* critique les médias officiels en reprenant les reproches formulés par les manifestants à l'encontre des journalistes de l'ORTF, qu'ils accusent de servir la propagande du gouvernement comme le montre les expressions suivantes : « qui se présente », « escamoté », « objectivité », « scandaleux », « censure », « excès de prudence ». Le journaliste dénonce également, dans les dernières lignes du texte, le manque d'objectivité

des radios périphériques, dans le rôle qu'elles ont tenu au sein des négociations entre les forces de l'ordre et les manifestants, oubliant leur devoir premier : celui d'informer sans prendre partie.

Cet article dénonce donc le poids de l'État sur la radio nationale et la télévision, mais également le rôle équivoque des journalistes des radios périphériques. La presse écrite apparaît ici comme la seule capable de remplir son rôle : « le devoir d'informer ».